

Lettre aux parents et aux élèves de l'AG des correcteurs de philosophie de l'académie d'Amiens en grève le 3 juillet 2019

Chers parents, chers élèves,

A l'occasion de l'assemblée générale des correcteurs de philosophie de l'Académie d'Amiens du 20 juin 2019, nous avons décidé de voter la grève reconductible à partir du 3 juillet, suivie d'une rétention des notes.

Nous avons conscience de la radicalité de cette décision, et de l'inquiétude qu'elle suscite parmi vous. Toutefois, cette modalité d'action s'avère pour nous nécessaire, car elle est l'aboutissement de la surdité du ministère face à toutes les actions entreprises antérieurement. En outre, les dommages consécutifs aux réformes en cours nous semblent plus lourds à supporter pour les élèves du futur qu'une attente prolongée de quelques jours pour les candidats de cette année.

Étant investis dans la réussite de nos élèves avec passion, nous ne pouvons par conséquent accepter :

1. La machine à sélectionner Parcoursup, la concurrence délétère qu'elle instaure entre les élèves, son algorithme opaque, et les inégalités sociales et territoriales pour l'accès à l'enseignement supérieur, qu'elle renforce.
2. Le bac du « Nouveau monde », façonné par Blanquer et imposé à marche forcée, qui constitue la fin du bac national donnant à chaque diplômé les mêmes garanties sur tout le territoire. Le nouveau bac s'accompagnera de 22 épreuves sur 2 ans. Outre ces facteurs anxio-gènes, seules quelques épreuves feront l'objet d'un examen national et anonyme, ce qui, en définitive, fait de ce nouveau bac un diplôme à valeur locale. Autrement dit, les élèves scolarisés dans des établissements défavorisés pâtiront davantage des effets de cette réforme.
3. La baisse de l'encadrement pédagogique, avec plusieurs facteurs qui rentrent en compte :
 - suppression de 2600 postes dans l'enseignement secondaire alors que le public accueilli sera démographiquement plus nombreux ;
 - les spécialités se substituant aux filières provoqueront des groupes surchargés – souvent à 35 élèves, voire plus – et mettront fin à la dynamique de classe, puisque les élèves seront contraints de changer de groupes en fonction de leurs spécialités, ce qui risque de perturber les élèves les plus en difficulté.
4. Les transformations en cours de la fonction publique, qui mettront fin, à terme, à l'actuel statut de fonctionnaire, indispensable notamment pour garantir un service public républicain assuré par des enseignants indépendants de toute pression hiérarchique et politique.
 - Ainsi, à travers le « devoir d'exemplarité » par la loi Blanquer, familles et élèves ne pourront plus être informés librement par les enseignants.
 - De même, la loi Darmanin prévoit la généralisation du recrutement d'enseignants précaires, à qui il sera plus difficile d'assurer un enseignement de qualité en toute liberté.

C'est dans cette perspective que nous avons adopté comme modalité d'action la grève

avec rétention des notes, et que nous revendiquons, auprès des ministères concernés :

1. Le maintien du baccalauréat national avec des épreuves finales ;
2. une augmentation des moyens matériels et humains accordés au service public d'éducation ;
3. des classes à 25 élèves maximum ;
4. le retrait des réformes des lycées et de la loi ORE ;
5. le retrait de la loi Blanquer, dite « pour une école de la confiance », et l'abandon du projet de loi de transformation de la fonction publique.

Une pétition en ligne, de soutien aux enseignants en grève a déjà reçu de nombreuses signatures: <https://www.mesopinions.com/petition/enfants/declaration-amour-aux-enseignant-greve-premiers/69197>

Quand l'école est attaquée, c'est toute la société qui est en danger !

Attaquer la fonction publique, c'est attaquer la République !

Lettre ayant reçu le soutien de la CGT Éduc'action de Picardie, Sud Éducation de Picardie, le SNES 80, le groupe philo du SNES, le SN-FOLC 02, 60 et 80, la CNT-STE 80 et la CNT interpro de Picardie.